

Europe Solidaire Sans Frontières > Français > Europe & France > France > Luites & solidarités (France) > Vagues d'indignation > **Police : une répression massive, à coups de flashball, provoque des (...)**

Police : une répression massive, à coups de flashball, provoque des blessés graves chez les lycéens

vendredi 7 décembre 2018, par [CLERGET Thomas](#) (Date de rédaction antérieure : 7 décembre 2018).

Depuis le début de la semaine, les forces de l'ordre répriment avec une grande violence la mobilisation des lycéens, qui ont fait leur retour dans la rue contre le système Parcoursup et la réforme du baccalauréat. Un passage en revue de la presse locale et nationale montre notamment que le flashball, une arme dite « à létalité réduite », a été utilisé face aux adolescents aux quatre coins du pays, entraînant de nombreuses blessures dont au moins trois graves. Est-ce ainsi que le gouvernement entend faire retomber la pression, à quelques jours d'une nouvelle journée nationale de mobilisation des gilets jaunes ?

Jusqu'où le gouvernement est-il prêt à aller ? Depuis le début de la semaine, les brutalités policières se multiplient un peu partout en France contre les lycéens. Ces derniers ont notamment fait l'objet de très nombreux tirs de flashball - une arme dite « à létalité réduite », susceptible d'entraîner des mutilations. A l'appel des syndicats lycéens UNL et FIDL, une multitude de manifestations ont lieu depuis vendredi 30 novembre contre le système d'orientation Parcoursup et la réforme du bac. Les lycéens dénoncent une absence totale de dialogue, le « mépris » du gouvernement, et appellent à rejoindre la contestation des « gilets jaunes ». La mobilisation a d'emblée pris une tournure très revendicative, les blocages touchant ce mercredi environ 200 établissements à travers le pays.

Ce 6 décembre, dans une note envoyée aux professeurs des lycées, destinée à être transmise aux élèves et à leurs parents, le ministre de l'Éducation nationale Jean-Michel Blanquer se fait menaçant : les « familles » doivent être « pleinement conscientes des risques que courent leurs enfants en se joignant à des attroupements ». Le mouvement lycéen y est réduit à des « désordres urbains », les élèves y participant courant « un danger grave ». Un message qui ressemble à une interdiction implicite de manifester. En parallèle, les forces de l'ordre ont décidé de frapper fort, causant de nombreux blessés parmi les adolescents et procédant à des arrestations massives. Jeudi, pas moins de 700 lycéens auraient ainsi été interpellés.

« Les CRS sont intervenus avec leurs flashballs pointés sur les lycéens »

Deux cas ont notamment fait les titres de la presse nationale : à Saint-Jean-de-Braye (Loiret), un lycéen a été grièvement blessé à la tête, hier matin, par un tir de flashball. Il est hospitalisé à Orléans. A Garges-les-Gonnesse (Val d'Oise), dans le nord de la région parisienne, un autre garçon a reçu un tir de flashball au visage. Blessé à la joue et à la mâchoire, il a du être opéré. Citée par *Le Parisien*, une professeure dénonce les conditions de l'intervention : « Les CRS sont intervenus avec leurs flash-balls pointés sur les lycéens. Un collègue a voulu parler avec eux pour calmer la situation, sans succès. Puis des cailloux ont été jetés par quelques élèves. » Une « source policière » citée par le même journal explique que le lycéen « lançait des projectiles », et précise : « S'il a été touché à la tête, c'est parce qu'il gigotait beaucoup en se montrant très agressif. » Le policier avance que le tir

de flashball « n'était pas un tir tendu et a touché involontairement la tête ».

Six lycéens en garde à vue pour avoir tagué « Macron démission ! »

Ces deux événements sont loin d'être isolés. La situation a été particulièrement tendue mardi dans le Val d'Oise, où des affrontements entre policiers et lycéens auraient eu lieu à Cergy, Sarcelles, Argenteuil, ou encore Villiers-le-Bel. 138 lycéens au total auraient été interpellés ce jour-là dans le département, dont 96 à Enghien-les-Bains. Au lycée de Taverny, une vidéo diffusée par la Gazette du Val d'Oise, qui a beaucoup circulé sur les réseaux sociaux, montre une vingtaine de policiers forcer les lycéens à réintégrer leur établissement en faisant usage de lacrymogènes à bout portant. Un berger allemand, tenu en laisse par un policier, est également visible sur la vidéo, dont un post sur twitter affiche plus de 177 000 vues.

A Ivry-sur-Seine, six élèves de première du lycée Romain-Rolland ont été placés en garde à vue dans la nuit de lundi à mardi, pour avoir tagué « Macron démission ! » sur un mur devant leur établissement, suscitant l'indignation de la Fédération des parents d'élèves FCPE, qui parle de « provocation ». Ils n'ont été libérés que mercredi après-midi, après qu'une première garde à vue de 24h ait été prolongée. Mercredi matin, le lycée était bloqué par les élèves. Jeudi, ce sont pas moins de 146 adolescents qui ont été interpellés près d'un lycée de Mantes-la-Jolie, suite à des affrontements avec la police. Les images de leur interpellation ont profondément choqué, montrant une partie des jeunes alignés au sol, à genoux et les mains sur la tête, tandis que d'autres étaient agenouillés la tête contre un mur, mains liées derrière le dos. La scène est manifestement filmée par un policier, que l'on entend s'exprimer, narquois : « Voilà une classe qui se tient sage. » Un article du Monde revenait, vendredi matin, sur le contexte de l'opération.

A Grenoble une jeune fille opérée, gravement touchée à la mâchoire

A Grenoble, mardi, une adolescente a également été blessée à la mâchoire et a dû être opérée, là encore suite à un tir de flashball. Selon le procureur de la République de la préfecture de l'Isère, cité par LCI, « la jeune fille présente des blessures graves au visage qui vont occasionner une incapacité de travail supérieure à trois mois ». La lycéenne raconte, sur *Le Parisien* : « J'ai perdu deux dents et je risque d'en perdre d'autres. J'ai été opérée pendant quatre heures. Les médecins ont été obligés de reconstruire ma mâchoire inférieure avec des plaques, des vis, des élastiques. » Selon le journal, « au moins trois autres adolescents ont été touchés par ce type d'arme depuis le début de la semaine dans le département ».

A Bordeaux, toujours mardi, les flashballs étaient encore de sortie. Le site Rue 89 Bordeaux raconte : « Après l'ébauche de manifestation des lycéens violemment réprimée par les forces de l'ordre lundi, de nouveaux affrontements ont eu lieu ce mardi matin place Stalingrad à Bordeaux. Certains lycéens disaient vouloir venger leurs amis agressés et arrêtés la veille. (...) Peu organisés et désarmés face aux flashballs et autres grenades, certains lycéens ont tenté de répondre par des jets de pierres. Mais l'opposition était largement inégale entre eux et les policiers. Ces derniers cherchaient non pas à permettre la circulation normale du tramway, mais à empêcher les lycéens d'aller manifester dans le centre ville. Mettant en joue les manifestants à hauteur de la tête pour les faire reculer, ils ont interpellé au moins 3 lycéens et blessé plusieurs autres. » Rue 89 cite la coordinatrice des « Médecins jaunes 33 », des bénévoles qui interviennent pour apporter les premiers soins aux manifestants blessés : « Un jeune a été touché par un flashball à l'œil, plusieurs autres aux jambes ou sur le ventre. Nous avons aussi aidé trois ou quatre personnes blessées aux mains. »

« Sur le coup, je n'ai pas senti la douleur. Puis j'ai vu du sang sur mon caleçon et sur ma main »

Récit similaire mercredi à Toulouse, via *La Dépêche.fr*, qui cite un témoin : « On a vu par la fenêtre beaucoup de jeunes qui couraient dans la rue, je dirais environ une cinquantaine ». Il raconte avoir assisté à l'arrivée des forces de l'ordre qui ont tiré des grenades lacrymogènes pour disperser les manifestants. Les forces de l'ordre se sont déplacées vers le Capitole où elles ont chargé les lycéens à coups de flashball et de grenades lacrymogènes. CRS et lycéens jouent toujours au chat et à la souris dans les rues du centre-ville de Toulouse en cette fin d'après-midi. La situation est tendue place Wilson où les policiers sont postés. Le cinéma Gaumont situé sur la place a fermé ses portes par sécurité. Par réponse à des jets de projectile, les policiers tirent au flash ball en direction des manifestants. »

A Meaux (Seine-et-Marne), c'est *France soir* qui raconte la blessure subie lundi 3 décembre par un adolescent, toujours suite à un tir de lanceur de balle de défense (LBD), l'appellation technique du flashball : « Il défilait dans la rue avec d'autres jeunes lorsque Enzo, âgé de 18 ans, a été atteint pas un tir de flashball aux testicules. (...) Il a donc décidé de porter plainte. (...) Enzo est élève de terminale S au lycée Jean Vilar et participait à sa « première manif' » lundi, comme de nombreux autres jeunes partout en France. Lors de la manifestation à laquelle il a participé, pas moins de 16 personnes ont été interpellées après des heurs avec les forces de l'ordre. (...) « Sur le coup, avec l'adrénaline, je n'ai pas senti la douleur. Puis j'ai vu du sang sur mon caleçon et sur ma main », a expliqué le lycéen dans les colonnes du *Parisien*. »

A Hyères, Lyon, Bourgoin-Jailleu, Thionville, Paris...

Dans la métropole lyonnaise, Rue 89 Lyon rapporte également des tensions croissantes entre la police et les lycéens, ainsi que l'usage de flashballs : « Le mode opératoire de ce mouvement reste le « blocus ». (...) Depuis vendredi, ces blocages s'accompagnent de violences : mobiliers vandalisés, poubelles brûlées, etc. Et la police qui intervient reçoit des jets de projectiles. L'activité anti-émeute de la police va en s'intensifiant : usage de gaz lacrymogène, de flashball ou de la matraque, devant les lycées généraux de Bron, Saint-Priest, Vénissieux, Vaulx-en-Velin ou dans le 8^e arrondissement de Lyon. (...) Plusieurs lycéens sont également blessés, notamment deux à la Martinière-Monplaisir, après avoir reçu un projectile. Mais là, aucun chiffre officiel. Dans ces deux cas, l'UNL met en cause l'usage de flashball. »

Des scènes comparables sont encore rapportées à Thionville (Moselle), à Bourgoin-Jallieu en Isère, où 17 jeunes auraient été interpellés, dans le Var comme à Toulon et à Hyères, où mardi « une jeune fille a été blessées à la cheville par un tir de flashball », ou à Paris mercredi, comme le raconte BFM TV. A Béziers, Midi libre rapporte là encore des affrontements et le fait qu'« un lycéen aurait été blessé à la jambe par un tir de flashball ». La liste n'est pas exhaustive.

Le flashball « à l'origine de nombreuses blessures graves irréversibles, voire de décès »

Alors que les appels à la mobilisation se poursuivent en lien avec l'« acte 4 » du mouvement des gilets jaunes samedi, et que certaines universités, comme Tolbiac, manifestent leur désir d'entrer dans la danse, le gouvernement espère-t-il « rétablir l'ordre » à coup de flashball sur la jeunesse du pays ? Le ministre de l'Éducation nationale, Jean-Michel Blanquer, estime quant à lui que les lycéens « se mettent en danger », et avance que « la révolte des gilets jaunes n'a aucun rapport avec les réformes scolaires ». Il n'est pas certain que l'argument fasse entendre raison aux contestataires, pour lesquels la légitimité même du gouvernement est désormais sur la table.

« Les lanceurs de balles de caoutchouc sont à l'origine de nombreuses blessures graves irréversibles, voire de décès », souligne l'ONG Action des chrétiens contre la torture (Acat) dans un rapport de mars 2016 [1]. A cette date - soit avant les violences policières du mouvement contre la loi travail - l'Acat dénombrait au moins un mort et trente-neuf blessés graves depuis 2005 suite à

leur utilisation, dont « 21 ont été éborgnés ou ont perdu l'usage d'un œil ». L'Acat demande l'interdiction pure et simple de cette arme en France, tout comme le Défenseur des droits [2], depuis plusieurs années, dans le cadre des opérations de maintien de l'ordre.

Thomas Clerget

P.-S.

• BASTAMAG ! 7 DÉCEMBRE 2018 :
<https://www.bastamag.net/repression-massive-flashball-provoque-blesses-graves-lyceens>

Voir les liens des articles référés sur l'article original.

Notes

[1] https://www.acatfrance.fr/public/rapport_violences_policiers_acat.pdf

[2] <https://www.europe1.fr/societe/le-defenseur-des-droits-preconise-linterdiction-des-flash-ball-pour-le-maintien-de-lordre-3542798>